

Vingtième année N°845 vendredi 27 mars 2026 - 8 DH -
Directeur de la publication: Abdelhak Chankou

le
Canard
Libéré

GMT+1

Le temps
des pétitions

P9

Année après année, le même scénario se répète : critiques, pétitions, mobilisations numériques... sans aucune suite.



Teleperformance se met à l'IA

DÉCROCHER
DES PROFITS,
RACCROCHER
L'EMPLOI

P6

Confus
DE CANARD

L'État social
fait le plein...

P2

Football

Des
choix mesurés
mais audacieux

P5

Mohamed Ouahbi saura-t-il imprimer sa marque ?

Sidi Aïssa Benslimane

La carrière de
la colère

Les affrontements ont fait plusieurs blessés parmi les forces de l'ordre.

P4

Agression israélo-américaine
contre l'Iran

FAUX CALCULS,
VRAI DÉSASTRE

P10

Le pouvoir d'achat au Maroc...



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

L'État social fait le plein...

Le Maroc demeure absent du classement des pays où le carburant est le plus accessible. Une anomalie ? Non. Plutôt l'aboutissement logique d'un modèle où le consommateur sert de variable d'ajustement.

La libéralisation des prix, mal encadrée, voire pas encadrée du tout, combinée à une fiscalité lourde (TVA et TIC), offre une aubaine aux distributeurs : des prix à la pompe durablement élevés, sans véritable garde-fou. Et pendant ce temps, la raffinerie La Samir reste à l'arrêt, reléguée au rang de souvenir industriel, alors qu'elle aurait pu constituer un amortisseur stratégique face aux chocs extérieurs. Mais pourquoi faire compliqué quand on peut simplement regarder passer les chocs pétroliers en spectateur privilégié ?

Le summum de l'art, c'est la gestion – ou plutôt l'art de ne pas en avoir – des crises à répétition. Dernière illustration en date : les tensions géopolitiques nées de l'embarquement du Moyen-Orient. Réponse gouvernementale ? Un concentré de minimalisme : reconduire l'aide aux transporteurs, déjà testée lors de la guerre en Ukraine. Une mesure dont l'efficacité reste, disons-le poliment, hautement discutable. Avec comme seule mérite, celui de donner l'illusion d'agir, ce mécanisme n'a ni empêché l'envolée des prix des denrées alimentaires, ni contenu la spirale inflationniste. Résultat : c'est le consommateur qui continue de payer l'addition. Plein pot (d'échappement)...

Et l'addition pourrait encore s'alourdir, à en croire le secrétaire général du syndicat national du pétrole et du gaz, qui vient de lancer une alerte digne d'un film catastrophe : le prix du gasoil pourrait tutoyer ... 18 dirhams le litre. Rien que ça. En cause : l'agression israélo-américaine contre l'Iran bien sûr, mais aussi les coûts logistiques, la fiscalité... et les marges. Autrement dit, tout ce qui relève, de près ou de loin, de choix internes.

Face à cette sombre perspective, l'appel à une intervention de l'État et à une révision fiscale est lancé. Reste à savoir s'il sera entendu... ou comme à chaque crise de ce type soigneusement ignoré.

Dans le même temps, un député du PPS soulève une autre question, autrement plus embarrassante : celle de possibles ententes entre les principales enseignes de distribution. Soupçons de restriction d'approvisionnement, gestion stratégique des stocks pour tirer les prix vers le haut... Si ces pratiques étaient avérées, elles poseraient un sérieux problème de transparence et surtout de régulation. Mais là encore, silence radio ou presque.

Ailleurs, les pouvoirs publics ont pris de véritables mesures pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens. C'est le cas en Espagne où le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez a fait un choix

radicalement différent : celui d'amortir le choc. Baisse de certaines taxes sur les carburants, aides directes aux secteurs exposés, dispositifs de soutien aux ménages... Un véritable « bouclier » économique, assumé, coûteux, mais efficace pour atténuer la pression sur le panier de la ménagère.

Au Maroc, la stratégie est plutôt contemplative : laisser faire... et observer. On répercute intégralement la hausse des prix internationaux à la pompe, sans mécanisme sérieux de compensation ou de plafonnement des prix, ce qui revient à exposer les citoyens aux turbulences mondiales sans aucune protection. Une attitude qui interroge, surtout qu'elle contredit les discours volontaristes sur la justice sociale. Mais dans les faits, comme le montre la crise énergétique actuelle, le consommateur avance sans filet, encaissant les coups hausse après hausse entretenue aussi par le jeu nuisible des intermédiaires pendant que les responsabilités

se diluent entre logique du marché, laxisme gouvernemental et conjoncture internationale.

La fameuse revalorisation du SMIG de 5 %, entrée en vigueur le 1er janvier 2026 avec la solennité qu'on lui connaît – portant le taux horaire à 17,92 DH, soit l'équivalent de 3 422,72 DH bruts mensuels pour ceux qui ont la chance d'être au mois – n'aura pas eu le temps de réchauffer le cœur des smigards. Déjà rattrapée, happée, digérée par la marée des prix qui ne connaît, elle, ni pause ni répit. Une augmentation ? Oui, pour la forme. Car à peine posée sur la table, elle s'est diluée dans le carburateur, engloutie par le coût du transport, le renchérissement des prix des fruits et légumes, des viandes et de tout ce qui fait la pitance quotidienne

des plus fragiles. Au final, la valorisation du salaire minimum fait de la figuration : un petit coup de pouce que la vie chère annule d'un revers de main, laissant l'impression d'un geste dont on pourra se gargariser, sans que le consommateur n'en voie la couleur au moment de passer à la caisse.

Drôle de conception de l'État social, celui qu'on invoque dans les grandes déclarations solennelles mais qui se fait étrangement discret quand il s'agit d'empêcher le pouvoir d'achat de sombrer. Jusqu'à quand, donc ? À force d'être posée, la question a fini par intégrer le patrimoine immatériel national, juste entre le cérémonial du thé et l'art de faire durer l'attente.

Pendant ce temps, le litre de gazole, lui, n'a visiblement pas reçu la circulaire de la patience. Il grimpe, sans concertation, sans comité, sans même un mot d'excuse ou d'explication. Quant à l'État social, celui des grandes envolées lyriques, il poursuit son œuvre avec une constance admirable : cajoler les marges des profiteurs de guerre et tester la résilience des ménages paupérisés en conditions réelles. ■

Au Maroc, la stratégie est plutôt contemplative : laisser faire... et observer.



Côté BASSE-COUR



Marchés de gros

Un pilier de "Génération Green" toujours au point mort



Ce blocage freine une réforme stratégique visant à moderniser la distribution agricole.

Le chantier des marchés de gros modernes, clé du programme « Génération Green », reste fortement en retard, au point d’être qualifié « d’insatisfaisant » par la Banque mondiale dans son rapport du 21 mars. Sur les quatre projets prévus à Marrakech, Agadir, Berkane et Meknès, aucun n’a réellement démarré : Marrakech et Agadir sont à l’arrêt, tandis que Berkane et Meknès restent bloqués par des procédures administratives non finalisées. Résultat, l’indicateur clé du programme, en l’occurrence, les volumes commercialisés via ces marchés, demeure à zéro début 2026. Au-delà des retards, ce blocage freine une réforme stratégique visant à moderniser la distribution agricole, améliorer la logistique et réduire les pertes. Mais entre cadre réglementaire inachevé et études environnementales encore en cours, le projet reste enlisé, repoussant toute mise en œuvre concrète. ▀

Tarik Sektioui quitte le Maroc pour Oman

Cap sur un nouveau défi international

La Fédération royale marocaine de football a officialisé une séparation à l’amiable avec Tarik Sektioui, qui occupait jusqu’ici un rôle central dans l’encadrement de plusieurs sélections nationales, notamment l’équipe olympique, la sélection locale et l’équipe réserve. Une page se tourne ainsi pour le technicien marocain, dont le travail s’inscrivait dans la dynamique de renouvellement et de performance du football national. Ce départ intervient dans la foulée de son recrutement par la Fédération omanaise de football, qui lui confie les rênes de la sélection nationale A. Il succède à Carlos Queiroz, dont le départ est lié aux tensions régionales au Moyen-Orient, ouvrant la voie à une nouvelle ère pour le football omanais. Au fil des années, Tarik Sektioui s’est forgé une solide réputation grâce à un palmarès remarquable. Il a notamment conduit ses équipes à un sacre en Coupe arabe, remporté le Championnat d’Afrique des nations (CHAN) et décroché une médaille de bronze lors des Jeux olympiques de Jeux olympiques de Paris 2024, confirmant sa capacité à performer sur des scènes variées et exigeantes. Du côté d’Oman, ce choix traduit une volonté claire de s’appuyer sur un profil expérimenté, capable d’insuffler une nouvelle dynamique et de structurer un projet compétitif. L’objectif est désormais de renforcer la présence de la sélection sur les échéances continentales et de retrouver une crédibilité sur la scène internationale, en capitalisant sur l’expertise et la rigueur du technicien marocain. ▀



Tarik Sektioui.

Rabat en images

La photographie pour réenchanter le réel avec la BIENALSUR

Le Musée National de la Photographie de Rabat donne rendez-vous aux amoureux d’art et d’images, le mardi 24 mars 2026, pour l’ouverture de l’exposition collective « Let’s Play – Réenchanter le monde », inscrite dans le cadre de la BIENALSUR, la Biennale internationale d’art contemporain du Sud. Cette nouvelle édition s’inscrit dans la continuité d’un partenariat amorcé en 2023, confirmant l’ancrage du musée dans les grandes dynamiques artistiques internationales. À travers une sélection de photographies et de vidéos, l’exposition réunit des artistes venus du Maroc, d’Argentine, du Brésil, d’Espagne et des Pays-Bas. Leurs univers singuliers dialoguent au sein d’une véritable composition chorale, où chaque regard propose une manière inédite de percevoir, questionner et réinventer le monde. Dans un contexte marqué par le doute, la perte de repères et une certaine désillusion collective, les œuvres présentées font le pari de l’imaginaire. Elles convoquent le rêve, le jeu et la poésie comme autant de leviers pour repenser la condition humaine et ouvrir des espaces sensibles de réflexion. Ici, « réenchanter » n’est pas un simple mot d’ordre, mais une démarche artistique qui transforme l’émerveillement en acte de résistance. L’exposition ambitionne ainsi de renouveler notre rapport au réel, en révélant la richesse des sensations et la pluralité des interprétations possibles. Elle éclaire ces fragments de poésie du quotidien que l’on oublie trop souvent de voir, offrant une alternative lumineuse à la grisaille ambiante. Pensé comme un nouveau chapitre du projet « Let’s Play », cet événement s’inscrit dans un parcours international déjà présenté dans plusieurs villes du réseau BIENALSUR, notamment à Buenos Aires, Riyad et Madrid. Avec cette étape à Rabat, le projet poursuit son voyage, tissant des passerelles entre les cultures et les imaginaires. À travers cette initiative, la Fondation Nationale des Musées réaffirme son engagement en faveur de la photographie, qu’elle inscrit durablement parmi les expressions artistiques majeures de sa programmation, tout en invitant le public à renouer avec une perception plus libre, sensible et authentique du monde. ▀



Mouna Karimi (MAR)
Série « Négocié ce corps n’est pas permis », 2023
Impression sur papier Canson Infinity Fine Art Mat 310 g, contrecollée sur Alucobond Diptyque, 120 × 80 cm
© Mouna Karimi



Aimeé Zito Lema (NLD/ARG)
Série polaroid “Score for mother and child”, 2017
Impression sur papier Epson Premium semigloss contrecollée sur alucobond 40 x 32 cm
© Aimeé Zito Lema



Côté BASSE-COUR



Beurgeois
GENTLEMAN

Les milliardaires haineux ne se cachent plus...

En novembre 2023, la Maison-Blanche reproche à Musk d'effectuer une « promotion abjecte » de l'antisémitisme, après qu'il ait validé et relayé un message complotiste ; il avait invité ses abonnés sur sa plateforme X à suivre 2 comptes qui diffusent ce type de contenu, avant de supprimer son message 3 heures plus tard tout en s'excusant et expliquant que « c'est le pire et le plus stupide des posts qu'il n'a jamais faits ». Le 27 novembre 2023, dans un voyage planifié à l'avance, il se rend en Israël pour discuter d'antisémitisme en ligne avec le président israélien Isaac Herzog. Il affirme ensuite son soutien à Benyamin Netanyahu dans la guerre menée par Israël contre le Hamas. Il visite ensuite Auschwitz et déclare avoir été « naïf » sur l'ampleur de l'antisémitisme. Le 20 janvier 2025, pendant le discours qu'il prononce au meeting qui suit la cérémonie d'investiture de Trump, Musk tape sur sa poitrine et effectue un salut nazi, et le répète ensuite derrière lui. Ce geste provoque une vive réaction sur les réseaux sociaux et dans les médias, ainsi qu'au sein du monde politique. Après la mention sur par les médias de ce salut nazi qu'il a effectué lors du meeting d'inauguration de Trump, Musk accuse les sites web de reprendre la « propagande » des médias traditionnels. En réponse, Jimmy Wales, rétorque que le web ne rapporte que des faits et nie les accusations de propagande. Ce geste est décrit sans « aucun doute » comme un salut nazi par les historiens respectivement du nazisme, du fascisme et du nazisme. Claire Aubin, Ruth Ben-Ghiat et Johann Chapoutot, y compris chez des spécialistes de l'antiquité qui réfutent la connotation de la Rome impériale, de même par le traducteur de Mein Kampf en français Olivier Mannoni, ainsi que par des médias et d'autres personnalités telle que la démocrate Ocasio-Cortez. Les néonazies du monde entier se réjouissent du geste de Musk, qu'ils interprètent comme intentionnel. Les médias considèrent ce geste comme un « dog whistle » (« sifflet à chien » est un message codé en direction d'un cercle d'initiés) de la part de Musk envers les suprémacistes blancs. Musk a critiqué le milliardaire juif Soros, le comparant à Magnéto, grand méchant de la série X-Men, lui-même d'origine juive. Le ministre israélien de la Santé et le président de « Anti-Defamation League » aux États-Unis indiquent que ce tweet encourage les attaques contre Soros qui est la cible des conspirationnistes. Pour le



Les Fans de Trump applaudissent le salut NAZI réalisé par MUSK le 20 janvier 2025 pendant le discours de Trump... Voir la séquence répétée deux fois par Musk sur Internet : <https://www.youtube.com/watch?v=kTYLDgWhsnw>

journal Le Monde, ce dérapage illustre la dérive de Musk vers « l'extrême droite complotiste et antisémite ». À la suite de cette polémique, les entreprises IBM, Apple, Disney et Warner Bros Discovery annoncent le retrait de leurs publicités de son réseau social X. En guise de réponse, Musk déclare lors de la conférence DealBook à New York, « qu'ils peuvent aller se faire foutre ». ► (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Sidi Aïssa Ben Slimane

Des affrontements violents font plusieurs blessés parmi les forces de l'ordre

Des heurts ont éclaté mardi 24 mars 2026 dans la commune de Sidi Aïssa Ben Slimane, relevant de la province de Kelâat Sraghna, opposant les forces de l'ordre à des habitants de plusieurs douars. Le bilan fait état de 14 blessés parmi les forces de sécurité, dont 9 éléments des forces auxiliaires et 5 gendarmes. Le commandant de la compagnie figure parmi les cas les plus graves, ayant été sérieusement touché à la tête avant d'être évacué en urgence vers une clinique. Selon les informations disponibles, l'ensemble des blessés a été transféré à l'hôpital Salama afin de recevoir les soins nécessaires. Lors de l'intervention, les forces de l'ordre ont essuyé des jets de pierres. À l'origine de ces tensions : l'exécution d'une décision de justice ordonnant l'ouverture d'une route menant à une carrière de concassage de pierres, un projet contesté par une partie des habitants. Cette carrière appartiendrait à un parlementaire de la région, ce qui a contribué à exacerber la colère locale. Face à l'intensité des affrontements, un gendarme a effectué un tir de sommation en l'air pour disperser les manifestants. Le parquet a ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances exactes de ces incidents, qui ont également provoqué d'importants dégâts matériels, notamment sur des véhicules des forces de sécurité. ►



Les affrontements ont fait plusieurs blessés parmi les forces de l'ordre.



Le Maigret du CANARD

Lions de l'Atlas Des choix mesurés mais audacieux

Les Lions de l'Atlas ont entamé leur préparation sous la houlette du nouveau coach Mohamed Ouahbi, avec une première séance d'entraînement organisée lundi 23 mars au complexe Mohammed VI de Football, à quelques jours de deux rencontres amicales face à l'Équateur et au Paraguay.

LAILA LAMRANI

Le premier duel est programmé le 27 mars à Madrid, tandis que le second se jouera le 31 mars à Lens, en France. Le successeur de Walid Regragui a dévoilé la liste officielle des joueurs convoqués pour ces deux confrontations. Cette annonce a été faite lors d'une conférence de presse organisée le jeudi 19 mars 2026 au Complexe Mohammed VI de Football, soit à trois mois de la Coupe du monde 2026, prévue à partir du 11 juin et coorganisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique. Une étape importante dans la montée en régime des Lions de l'Atlas, mais aussi un moment charnière pour un sélectionneur qui doit composer avec l'héritage de son prédécesseur Walid Regragui. En ouverture de sa conférence de presse, Mohamed Ouahbi a tenu à saluer le sacre lors de la Coupe d'Afrique des nations 2025, félicitant joueurs et staff pour un titre « mérité ». Un triomphe qui vient, en apparence, refermer une frustration plus ancienne : celle d'une CAN à domicile qui semblait promise au Maroc, mais qui avait finalement échappé aux Lions de l'Atlas. Au cœur de cette désillu-



Mohamed Ouahbi saura-t-il imprimer sa marque ?

sion, nombre d'observateurs pointent les choix de son prédécesseur, Walid Regragui. Artisan de l'exploit historique lors de la Coupe du monde 2022, ce dernier n'avait pourtant pas osé le virage du renouvellement au moment opportun. En restant fidèle à un noyau dur,

sans véritablement ouvrir la porte à la génération montante — notamment celle des U20 —, Walid Regragui a été accusé, après coup, d'avoir manqué l'occasion d'insuffler un nouvel élan. Un pari conservateur qui a coûté au Maroc un sacre continental à domicile. C'est donc

dans ce contexte que Mohamed Ouahbi tente aujourd'hui de trouver le bon équilibre. Se présentant comme un coach prêt à « oser le changement », il avance néanmoins avec prudence. La liste dévoilée reflète cette approche mesurée : une ossature expérimentée, héritée en grande partie du cycle précédent, combinée à quelques touches de jeunesse. Des joueurs comme Ismaël Baouf, Yassir Zabiri, Gessime Yassine, et le néo-international Issa Diop font partie de la jeune garde. Dans les cages, la hiérarchie reste dominée par Yassine Bounou, symbole d'une continuité assumée. En défense, des cadres comme Achraf Hakimi et Noussair Mazraoui encadrent une ligne en mutation. Au milieu et en attaque, l'équilibre entre créativité, expérience et jeunesse reste en quête de cohérence. Sur le terrain, les matchs amicaux face à l'Équateur et au Paraguay serviront de véritables tests. Des adversaires exigeants, capables de révéler les forces mais aussi les insuffisances d'un collectif encore en construction. Au fond, la véritable question dépasse cette simple liste : le Maroc saura-t-il tirer les leçons du passé ?

SOUS L'ÉGIDE DU

MINISTÈRE DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION



SPORTECH

SUMMIT

BY MDJS

3^{ème} édition



21 janvier 2026 | INSMAC, Rabat



Le Maigret du CANARD



Teleperformance se met à l'IA

DÉCROCHER DES PROFITS, RACCROCHER L'EMPLOI

Chez Teleperformance, la révolution technologique sonne comme une fin d'appel pour des milliers de salariés. Derrière les promesses d'«efficacité opérationnelle», l'IA prend le relais... et les téléconseillers découvrent qu'ils étaient surtout une variable d'ajustement dans une équation désormais pilotée par des algorithmes.

AHMED ZOUBAÏR

Il y a des coïncidences qui laissent songeur. Et puis il y a ce que l'on appelle pudiquement «la continuité des parcours». Il y a quelques jours, Teleperformance (TP), le géant mondial des centres d'appels, a annoncé la suppression de 3 300 postes dans le monde. Au Maroc, pays chéri du secteur, les syndicats s'inquiètent : «Des segments entiers de la profession sont voués à disparaître», alerte Ayoub Saoud, secrétaire général de la Fédération nationale des centres d'appels et des métiers de l'offshoring (FNCA-MO), affiliée à l'UMT. L'intelligence artificielle prend le relais. Les robots causent désormais à la place des humains.

Mais derrière cette restructuration que TP justifie par son plan «Future Forward» – en termes crus l'automatisation pour réduire les coûts –, une histoire plus troublante se dessine, où se mêlent fortune personnelle, fonction ministérielle et des millions d'euros d'incitations publiques versées... au nom de l'emploi! Au centre de ce dossier troublant se trouve Moulay Hafid Elalami (MHE), actuel président de TP. Homme d'affaires qui suscite un mélange d'admiration et de méfiance, il fut ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie numérique de 2013 à 2021. Sous son mandat, le Maroc déploie le fameux Plan d'accélération industrielle (PAI), qui fait de l'offshoring un levier stratégique. Dans ce cadre, le Royaume offre des talents, des infrastructures et, surtout, un arsenal d'incitations fiscales pour séduire les investisseurs et devient dès lors une plaque tournante des centres d'appels. L'enseigne Majorel y pèse des milliers d'emplois. L'État affiche fièrement les chiffres. Le

discours est celui de la «montée en gamme», de la «création d'emplois qualifiés». Alléluia!

Le ministre, alors en exercice, ne vante pas le potentiel du secteur en tant que responsable neutre. Moulahom comme l'appelle le Canard en est l'un des principaux acteurs et bénéficiaires. Fondateur de Saham Offshoring, devenu ensuite Majorel, MHE déclare en 2016, devant des investisseurs français : «Les Français ne peuvent pas se passer de vous. Ils vous aiment, car vous êtes rentables. Croyez-moi, car au Maroc, je suis personnellement le premier investisseur du secteur.»

Un ministre qui se présente comme «le premier investisseur» du secteur qu'il régule et subventionne. Mélange des genres ? conflit d'intérêt ? Reste qu'à l'époque, tout cela passe presque inaperçu, noyé dans l'enthousiasme ambiant pour la création d'emplois à la chaîne.

Pendant des années, Majorel, comme d'autres, bénéficie d'un régime de faveur. La nouvelle circulaire sur l'offre Offshoring Maroc (lire encadré) reconduit bizarrement les mêmes incitations, systématisant un modèle à bout de souffle. Avantages fiscaux (IR plafonné, IS allégé), primes à l'emploi, primes à la formation, mise à disposition de plateformes intégrées (P2I) aux standards internationaux. En 2021, MHE quitte le gouvernement, les larmes aux yeux. En 2023, il cède sa participation de 38,4 % dans Majorel au groupe français Teleperformance. Le montant de la transaction: 3 milliards d'euros. Une sortie en or massif.

Ironie du sort, c'est TP dont le président n'est autre que Moulahom qui annonce la suppression de 3 300 postes dans le monde. L'IA, dit-on, permet de «renforcer l'efficacité opérationnelle». En clair : les robots rem-



placent les humains. Et l'on s'interroge, soudain, sur la pertinence de ces années d'incitations publiques. À quoi ont-elles servi ? À bâtir une industrie qui, une fois rentable, se délesterait de ses effectifs dès que la technologie le permet ? À gonfler la valorisation d'un groupe avant sa cession à un géant mondial ?

La boucle est bouclée

Le scénario est, pour le moins, troublant : un homme d'affaires devient ministre, fait adopter des mesures qui profitent directement à son secteur d'activité, voit la valeur de son entreprise s'envoler grâce notamment aux largesses de l'État, quitte ses fonctions, revend sa part avec une plus-value astronomique, puis défend, du haut de son jackpot, la restructuration douloureuse d'un secteur qu'il avait promis de «faire décoller». Ce que cette séquence révèle, c'est une asymétrie flagrante. L'État marocain, à

travers ses circulaires et ses comités de pilotage, a mis à disposition du secteur un ensemble de subventions déguisées (baisse de charges, primes, infrastructures subventionnées). En contrepartie, il a reçu des emplois. Des emplois qui, pour beaucoup, relevaient du «niveau 1» : suivi de commande, activation de carte bancaire, tâches standardisées. Précisément celles que l'IA est en train de remplacer. Aujourd'hui, l'État découvre, un peu naïvement, que l'investisseur n'a pas de devoir de loyauté. La logique privée veut que l'on optimise, que l'on automatise, que l'on réduise les coûts. Et quand on a déjà encaissé sa plus-value, on regarde ailleurs. Il n'y a là rien d'illégal, diront certains. Mais il y a une forme de cynisme économique que les salariés des centres d'appels, à Casablanca, Rabat ou Tanger, sont en train de payer comptant. Pendant ce temps, le jargon managérial fait florès. On parle désormais de «téléconseiller augmenté», ces humains assistés par IA qui se contentent de lire les réponses que



Le Maigret du CANARD

les algorithmes leur soufflent. Ou encore de « prise en charge des appels simples », comme si la simple capacité à décrocher et à écouter un client était devenue une variable d'ajustement. Chez TP, les algorithmes vont plus loin : ils évaluent les salariés, analysent leur temps de réponse, détectent leurs écarts. Une « connerie monumentale », selon Frédéric Madelin du syndicat Sud, qui résume l'absurdité du moment : « Ça veut dire que tout ce qui relève de l'émotion et du sensible dans l'appel va être désormais négligé, vous allez robotiser l'humain. »

La boucle est bouclée. Après avoir été utilisés comme variables d'ajustement comptable, les employés sont désormais évalués par des machines qui leur disent comment être... moins humains. La tentation serait grande de voir dans cette affaire une simple histoire de conflit d'intérêts, de reconversion tardive ou de stratégie industrielle mal anticipée. Mais elle va plus loin. Elle interroge la nature du pacte entre les pouvoirs publics et les investisseurs.

Quand une circulaire ministérielle aligne les primes à l'emploi et les avantages fiscaux, sans prévoir de mécanisme de réversibilité en cas d'automatisation massive, c'est la collectivité qui finance, à crédit, une création d'emplois dont la durabilité n'est adossée à aucune garantie.

Quand un ancien ministre, devenu



Les sites de TP au Maroc seront les plus touchés par les suppressions d'emploi.

multimilliardaire grâce à la valorisation d'un secteur qu'il a contribué à façonner, s'éloigne sans un regard pour les milliers de salariés que son ex-entreprise va licencier, ce n'est pas seulement une question de légalité. C'est une question de responsabilité morale. Le Maroc a fait le pari de l'offshoring, qui a créé des emplois, formé des jeunes, structuré des filières. Mais il a aussi installé une fragilité structurelle. Aujourd'hui, avec l'IA, l'heure des comptes a sonné. Et l'on découvre que certains des principaux

bénéficiaires du système ont déjà pris la tangente, empoché le pactole, et laissé au gouvernement le soin de gérer la casse sociale. Rien n'interdit à un ministre-business man de fructifier ses affaires. Rien n'interdit à un investisseur de vendre au plus offrant. Mais lorsqu'un même acteur a mis la main à la fois sur les leviers de la décision publique et sur les dividendes de l'opération, il est difficile de ne pas se poser des questions. Le Royaume, lui, devra trancher : veut-il continuer à subventionner des

emplois qui seront automatisés dès que la technologie le permet? Ou va-t-il enfin conditionner ses aides publiques à des engagements fermes de maintien dans l'emploi et de formation tout au long de la carrière?

Dans la litanie des promesses managériales, il en est une qui ne figure pas dans le plan « Future Forward » de Teleperformance : celle de tendre la main à ceux que l'on pousse vers la sortie. Le géant mondial des centres d'appels, qui s'apprête à se débarrasser de milliers d'emplois, ne prévoit aucune mesure significative d'accompagnement, de reconversion ou de formation pour les milliers d'employés dont les robots prennent désormais la place. « On va mettre des milliers d'employés au chômage sans même leur fournir d'aide pour une reconversion », s'indigne Ayoub Saoud, syndicaliste marocain de la Fédération nationale des centres d'appels. Son cri d'alarme résume à lui seul le scandale silencieux de cette restructuration : l'IA progresse, l'humain dégage, et personne ne se soucie de savoir ce qu'il deviendra.

Car si l'entreprise a bien prévu de « renforcer son efficacité opérationnelle » grâce à l'intelligence artificielle, elle n'a, en revanche, pas jugé utile de budgétiser la moindre cellule de reconversion au Maroc ou Moulay Hafid a déjà lancé le processus de renvoi sous couvert d'une opération « de délocalisation des activités et des

Des avantages à l'appel

Dans une longue circulaire datée de juillet 2025 adressée aux ministres, ministres délégués et aux directeurs des établissements publics, le chef du gouvernement détaille les mesures incitatives à offrir de nouveaux aux entreprises de l'offshoring alors même que le modèle commence à se détruire des emplois au profit de l'IA. Le préambule de la circulaire est rebours de la nouvelle réalité du secteur: " Dans un contexte mondial marqué par une forte croissance de la demande en services externalisés et une intensification de la concurrence, la destination Maroc se distingue par sa position géographique privilégiée aux portes de l'Europe et au carrefour des marchés africains, par la richesse de son capital humain multilingue et qualifié, la compétitivité de ses infrastructures technologiques et d'accueil, un climat des affaires en constante amélioration, et une stratégie d'accompagnement agile et alignée sur les standards internationaux. Aujourd'hui, l'Offshoring représente un gisement important de valeur ajoutée, porteur d'un fort potentiel en matière d'emploi et de diversification de l'économie nationale. À l'intersection des métiers classiques et des technologies émergentes, de nouveaux relais de croissance s'affirment, notamment dans les services à haute valeur technologique, offrant des opportunités majeures pour les entreprises marocaines et internationales", lit-on

en préambule de la circulaire qui détaille l'offre MARoc en la matière

Stratégie Digital Morocco 2030

Lancée en septembre 2024, cette stratégie vise à positionner l'offshoring national sur des segments à haute valeur ajoutée, attirer les leaders mondiaux du numérique et promouvoir l'externalisation de services digitaux « Made in Morocco ».

Offre Offshoring Maroc : trois piliers

1. Talents : formation multidimensionnelle pour répondre aux besoins quantitatifs et qualitatifs des investisseurs.
2. Infrastructures modernes : plateformes intégrées dédiées (P2I Offshoring) offrant locaux flexibles, connectivité de haut niveau et services mutualisés.
3. Cadre incitatif attractif : avantages fiscaux, primes à l'emploi et à la formation, guichet unique.

Mesures incitatives

- Pour les entreprises installées dans les P2I Offshoring :
- Avantage IR : plafonnement de la charge fiscale à

- 20% (voire 10 % dans certaines régions).
- Avantage IS : prise en charge par l'État de 56 % du taux normal.
- Prime à l'emploi (PAE) : 17 % du revenu brut imposable par nouvel emploi durable créé.
- Prime à la formation (PAF) : 3,5 % du revenu brut imposable par nouvelle recrue marocaine.
- Infrastructures de classe mondiale et guichet unique.
- Pour les entreprises hors P2I Offshoring : PAE et PAF, complétées par les avantages IR et IS dans les régions non dotées de P2I.

Gouvernance

- Comité de pilotage (COPIL) : définit les orientations stratégiques et assure le suivi.
- Comité technique Offshoring (CTO) : instruit les demandes, valide les éligibilités et veille à la mise en œuvre opérationnelle.

Durée et mise en œuvre

Les mesures incitatives sont applicables jusqu'au 31 décembre 2030. Une plateforme digitale simplifie les démarches. Des dispositions transitoires permettent aux entreprises de bénéficier des avantages avant leur installation effective dans les P2I. ■



Le Maigret du CANARD



effectifs » en transférant les activités du site de Mohammedia vers ceux de Casablanca, Palmier et Océan.

Vide sidéral

Aucun plan de formation n'est proposé aux salariés dans le viseur, aucune passerelle vers d'autres métiers, aucun accompagnement vers les filières montantes de l'offshoring (ITO, KPO, data analytics). Mais quand on licencie sans offrir de perspectives, les beaux discours se fracassent sur une réalité crue: pour des milliers de salariés, l'IA n'augmente rien, elle remplace. Et le « dernier ressort », c'est souvent le Pôle emploi marocain (ANAPEC), sans aucune garantie de retrouver un poste dans un secteur qui se robotise à toute vitesse. Rien n'obligeait Teleperformance à procéder ainsi. D'autres entreprises, dans d'autres secteurs, ont montré qu'il était possible d'accompagner les salariés dont les métiers évoluent. Financer des formations, proposer des passerelles vers les métiers de la data ou du développement, organiser des bilans de compétences, créer des cellules de reclassement interne... Autant d'outils qui existent et qui pourraient être mobilisés. Mais ici, au Maroc, rien de tout cela. Les syndicats dénoncent un vide sidéral. « Ils prennent les avantages fiscaux, ils prennent les primes à l'emploi, et quand ils n'ont plus besoin de nous, ils partent sans un regard », fustige Ayoub Saoud. Le virage technologique est inévitable. L'IA transformera en profondeur les métiers de la relation client. Mais cette transformation peut être gérée de deux façons. Soit elle se fait avec les salariés, en les formant, en les accompagnant, en leur ouvrant de nouveaux horizons. Soit elle se fait contre eux, en les jetant sur le carreau comme des outils obsolètes. Teleperformance a choisi la seconde option. Et l'État, qui a tant investi pour faire du Maroc une destination de choix pour l'offshoring, doit aujourd'hui répondre à une question simple : que compte-t-il faire pour les milliers de jeunes que cette industrie a promis d'embaucher et qu'elle abandonne aujourd'hui sans un geste ? Car dans cette histoire, il y a un hic qui dépasse le cas d'une entreprise. C'est celui d'un secteur volatil qui mise sur l'attractivité et les incitations, mais oublie d'exiger la responsabilité. Les robots ont remplacé les humains au bout du fil. Mais personne, pour l'instant, ne semble se soucier de leur sort. ▮

L'humain en option, l'algorithme en patron

Dans sa première lettre aux équipes, le nouveau directeur général de Teleperformance, Jorge Amar, a salué l'engagement des équipes... et promis une transformation « passionnante ». Jusque-là, classique. Ce qui l'est un peu moins, c'est le CV du monsieur. Nommé après un processus piloté par Moulay Hafid Elalamy, Daniel Julien et Thomas Mackenbrock, Amar est un dirigeant doublé d'un expert de la transformation à grande échelle... version intelligence artificielle. Ancien pont de McKinsey & Company, il a passé plus de dix ans à concevoir des opérations clients « nativement basées sur l'IA » pour de grands groupes — dont certains clients de TP. Traduction : il sait parfaitement où couper, comment automatiser et à quelle vitesse remplacer. Et ça tombe bien, puisqu'il a déjà conseillé TP ces derniers mois sur... sa propre transformation. Dans sa lettre, il rassure : « rien ne changera » dans l'ADN de l'entreprise. Sauf, bien sûr, les méthodes de travail, désormais appelées à intégrer l'IA partout. Le fameux « socle humain » est salué... pendant qu'on installe tranquillement la version numérique. Traduction officielle : merci pour votre dévouement, place maintenant aux algorithmes. Le discours coche toutes les cases du bingo managérial — « accélérer », « placer le client au cœur », « culture de la réussite » avec une constance admirable : tout



Jorge Amar.

doit changer, sauf les objectifs. Quant aux salariés, ils sont invités à rester concentrés, performants et solidaires... pendant que la machine apprend, elle, à faire leur travail. Avec un patron qui maîtrise aussi bien le cost killing que la robotisation, la « culture de la réussite » risque surtout de se mesurer en économies de masse salariale. En résumé, un message chaleureux pour annoncer, avec le sourire, que l'avenir sera radieux, surtout pour ceux qui ne seront plus là pour le voir. ▮

Maître « Gims »

Fausse note judiciaire

Ce mercredi 25 mars, Maître Gims a troqué le tapis rouge des studios contre un accessoire beaucoup moins glamour : les menottes de la police, en cadeau-bonheur à sa descente d'avion à Roissy. L'artiste congolais de 39 ans a été placé en garde à vue pour blanchiment en bande organisée. Oui, vous avez bien lu : il ne s'agit pas du titre de son prochain single, mais d'une commission rogatoire délivrée par des juges d'instruction assistés du parquet anti-criminalité organisée. Ça change des featurings. Selon Africa Intelligence, les juges parisiens s'intéressent à un réseau de montages financiers un peu trop... créatifs : sociétés éparpillées aux quatre coins du monde, TVA contournée en souplesse, fausses factures. Bref, tout le nécessaire pour filer des sueurs froides au fisc français, et accessoirement au conseiller bancaire de Gims. Cinq personnes



Les juges parisiens s'intéressent à un réseau de montages financiers un peu trop... créatif.

au CV judiciaire déjà bien fourni, reconverties avec succès dans la finance parallèle, seraient dans la danse. Mais rassurez-vous, Gims reste une pointure de la scène francophone. De Sexion d'Assaut aux tubes planétaires comme Sapés comme jamais, Bella ou Spider, il continue de faire bouger les foules — parfois un peu trop les comptes, aussi. En 2025, il avait même décroché le prix du meilleur artiste masculin aux Victoires de la Musique. Une belle ligne sur un CV, même si le parquet, lui, préfère se concentrer sur d'autres lignes... plus comptables. Entre les refrains qui font danser et les interrogatoires qui font transpirer, Gims prouve qu'il maîtrise aussi bien les hits que les montages. Reste à savoir si son prochain morceau s'intitulera Sapés comme jamais, mais en garde à vue — avec un clip tourné en salle d'audience, featuring spécial avec la brigade financière. ▮



Le Maigret du CANARD



GMT+1 Le temps des pétitions

Forte de plus de 224.000 signatures, une pétition électronique s’apprête à franchir le cap institutionnel en se muant en démarche officielle, avec la saisine d’instances telles que le CESE.

LAILA LAMRANI

Les promoteurs de cette initiative mettent en avant les effets de GMT+1 sur la santé, le rythme biologique et l’organisation du quotidien. En s’appuyant sur l’article 15 de la Constitution, ils ambitionnent d’inscrire durablement ce débat dans les circuits institutionnels, et ce, en dépit de l’absence de toute volonté de réexamen de cette mesure par les pouvoirs publics. Huit ans après son instauration, le GMT+1 continue de diviser. Pourtant, réduire ce débat à une simple question horaire reviendrait à en méconnaître la portée. Derrière la polémique qui ressurgit inmanquablement après chaque ramadan se cache un malaise plus profond, mis en lumière par une étude du cabinet Ach-Gal fondée sur plus de 14 000 commentaires issus des réseaux sociaux. Cette analyse ne fait pas apparaître une simple contestation technique, mais une forme de fatigue collective. Une fatigue physique d’abord, exprimée par des citoyens qui disent subir dans leur corps les effets d’un rythme imposé : réveils avant l’aube, enfants désorientés, impression de vivre en décalage permanent avec le cycle naturel. Mais au-delà de l’organisme, c’est une fatigue politique qui s’installe. Car année après année, le même scénario se répète : critiques, pétitions, mobilisations numériques... sans aucune suite. Peu à peu, la colère cède la place à un sentiment plus fort : le cynisme. L’impression que la parole citoyenne ne compte pas, que le débat sur les questions essentielles est superflu finit pas prendre le dessus. Le GMT+1 devient alors moins un sujet qu’un symbole, celui d’un dialogue rompu entre le gouvernement et une partie de la société, entretenu par un silence qui dure et perdure.

Frustrations

Car ce qui frappe, huit ans après, c’est l’absence persistante d’une explication officielle claire sur le maintien de ce fuseau horaire. Aucune pédagogie salu-



Année après année, le même scénario se répète : critiques, pétitions, mobilisations numériques... sans aucune suite.

taire, aucun récit officiel cohérent, aucun relais institutionnel visible ne viennent éclairer les raisons d’un choix qui affecte le quotidien des citoyens. Ce vide laisse le champ libre aux interprétations, aux soupçons et aux frustrations. Ce qui est vécu comme un signe de mépris. Ne pas répondre, ne pas expliquer, ne même pas reconnaître la légitimité d’une interrogation collective revient, aux yeux de beaucoup, à opposer une fin de non-recevoir à leur souffrance quotidienne. L’absence de parole officielle n’est plus perçue comme une simple défaillance, mais comme un déni. Ce dédain institutionnalisé est d’autant plus mal vécu qu’il intervient là où, précisément, un véritable débat public devrait s’organiser. Aujourd’hui, la discussion sur le GMT+1 reste confinée aux réseaux sociaux, espaces certes vibrants d’expression mais fragmentés, éphémères et dépourvus de toute portée institutionnelle. Or, une question qui touche aussi profondément l’organisation collective, le rythme de vie des familles, la santé

publique ou encore le sentiment d’appartenance nationale mériterait bien autre chose que des échanges numériques sans lendemain. Elle nécessite une tribune officielle, un cadre de discussion structuré, que ce soit au Parlement, à travers une commission citoyenne, ou par tout autre dispositif de concertation digne de ce nom. En l’absence d’un tel cadre, le silence des autorités prend une résonance particulière : il ne s’agit plus seulement d’une absence de réponse, mais du refus implicite d’accorder à ce sujet la valeur d’un débat public. Sur cette indifférence se construisent d’autres fractures. Certains voient dans le choix de GMT+1 une décision venue de l’extérieur, alimentant un sentiment de dépendance et de perte de souveraineté. D’autres inscrivent la question dans une dimension spirituelle, opposant une « heure naturelle » porteuse de sens à une modernité jugée déconnectée. Faute de réponses officielles, le débat horaire se mue en confrontation silencieuse entre différentes visions du monde.

Plus inquiétant encore : une lassitude face au débat numérique lui-même. Une partie des citoyens, à force de ne pas obtenir d’explications, a tendance à ne plus croire dans l’efficacité des mobilisations classiques et évoque désormais des stratégies de contournement plutôt que de contestation. C’est là un signal faible, mais lourd de sens : celui d’un glissement de la protestation vers le désengagement, comme si, face à un silence interprété comme du mépris et en l’absence de tout espace de débat public légitime, la seule issue était de se retirer du jeu démocratique.

En filigrane, quatre tensions structurent ce malaise : entre impératif économique et bien-être, participation et inefficacité,

souveraineté et intégration, modernité et spiritualité. Mais toutes se heurtent à un même vide : l’absence de parole officielle et, plus encore, l’absence d’un véritable débat public qui transcenderait les réseaux sociaux pour investir les institutions. Ce vide, en l’absence de tout signe d’écoute, prend aux yeux des citoyens la forme d’une grande indifférence, creusant un peu plus chaque jour le fossé entre la société et ses représentants. Au fond, le GMT+1 n’est plus une question d’heure. Il est devenu un révélateur. Celui d’un besoin de reconnaissance, d’écoute et de sens et, plus fondamentalement, d’un espace où la parole citoyenne puisse être entendue autrement que dans l’écho fugace des réseaux sociaux. Tant que cette dimension sera ignorée, qu’aucune explication officielle ne viendra combler le silence, et qu’aucun débat public digne de ce nom ne sera organisé, le pays continuera, chaque année, à changer d’heure... sans jamais vraiment avancer. On avance et on recule les aiguilles comme des automates... ▮



Le Maigret du CANARD



AHMED ZOUBAÏR

Dès le premier jour de la guerre déclenchée le 28 février 2026, l’alliance israélo-américaine croyait tenir le scénario gagnant : frapper au cœur le régime iranien et provoquer son effondrement. Le samedi 28 février, Ali Khamenei, Guide suprême depuis trente sept ans, est tué avec des membres de sa famille dans une opération spectaculaire censée décapiter le pouvoir islamique et précipiter sa chute. Malgré l’assassinat d’au moins dix figures clés, dont Mohammad Pakpour, commandant en chef des Gardiens de la révolution, et Ali Larijani, chef du Conseil suprême de sécurité, le système politique iranien arrive à absorber les pertes avec une efficacité redoutable. Chaque haut responsable éliminé a été rapidement remplacé, et le régime demeure opérationnel, défiant la logique d’une « décapitation » censée être fatale.

Centre de gravité

Le régime des mollahs, loin de tomber comme un fruit mûr, a résisté et contre-attaqué avec une ténacité qui a surpris les stratèges les plus chevronnés. Alors que la guerre entre dans sa quatrième semaine, Téhéran continue de riposter, et la diplomatie américaine parle désormais de « discussions très bonnes et productives » avec le régime, signe d’une réévaluation stratégique majeure. Dans cette confrontation où chaque coup est pesé pour ses conséquences planétaires, le Détroit d’Ormuz apparaît plus que jamais comme le véritable centre de gravité stratégique. Cette étroite voie maritime, par laquelle passe une part considérable du pétrole et du gaz liquéfié exportés depuis le golfe Persique – autour de 20 % du commerce pétrolier mondial – n’est pas qu’un corridor énergétique : c’est un verrou géopolitique déterminant. Depuis son entrée en guerre, l’Iran a affirmé son contrôle de facto du détroit, le fermant aux navires de pays jugés « hostiles » et laissant passer surtout des navires avec lesquels il négocie directement ou qui sont liés à ses partenaires. Plus qu’une simple réaction tactique, cette décision transforme le détroit d’Ormuz en levier de pression majeur. Là où l’on croyait que l’élimination de ses hauts responsables affaiblirait l’Iran, c’est la maîtrise stratégique de ce canal de haute importance qui offre à Téhéran un outil d’influence global. L’enjeu se présente désormais ainsi : si les États-Unis perdent l’accès et l’influence sur le détroit d’Ormuz, ils

Agression israélo-américaine contre l'Iran

FAUX CALCULS, VRAI DÉSASTRE

En attaquant l’Iran, Trump croyait décrocher le jackpot : renverser le régime des mollahs, s’emparer du pétrole iranien, accroître l’influence des États-Unis dans la région. Erreur sur toute la ligne. Le régime iranien ne tombe pas. Il résiste. Il rend coup pour coup. Et il contrôle désormais le détroit d’Ormuz, passage stratégique vital pour le commerce énergétique mondial. Chaque frappe ciblée, chaque élimination des dignitaires du système n’a fait que renforcer la résilience et la légitimité du pays de Khomeiny.

risquent de perdre aussi le contrôle effectif de la région du Golfe, au profit de puissances rivales qui voient dans cette crise une opportunité inespérée. Pékin et Moscou, alliés stratégiques de l’Iran, ont déjà multiplié les manœuvres navales et diplomatiques autour de cette même zone, cherchant à consolider

une présence qui pourrait fragiliser davantage encore davantage la domination occidentale. Une perte d’influence américaine sur Ormuz n’est pas qu’un revers tactique, elle signerait une réallocation du rapport de forces global. Le Golfe Persique alimente une grande partie des besoins énergétiques de

l’Asie, de l’Europe et de nombreuses économies émergentes. Si Washington ne parvient plus à sécuriser cette « artère énergétique », ses partenaires traditionnels pourraient se tourner vers d’autres garants de sécurité et de flux commerciaux, en tête desquels figurent la Chine et la Russie, déjà engagées dans des coopérations



Les missiles iraniens continuent de tomber sur les territoires occupés par Israël...



Le MIGRATEUR



énergétiques et militaires de plus en plus étroites avec Téhéran. Cette évolution pourrait réduire durablement l'influence américaine dans la région et accélérer une reconfiguration multipolaire de l'ordre mondial. Le contrôle de cette artère stratégique change donc tout. Sans maîtrise d'Ormuz, les États-Unis perdent leur domination sur le Golfe, et les alliés de l'Iran, la Chine et la Russie, gagnent par conséquent en position stratégique et économique. Ainsi, là où l'alliance israélo-américaine pensait que la chute du régime iranien, pouvant être obtenue via des bombardements massifs de ses installations militaires et l'élimination de ses symboles, assurerait définitivement sa domination, la nouvelle donne stratégique se révèle plus complexe : le contrôle d'un passage maritime, plus que la tête d'un régime, pourrait bien devenir la carte maîtresse des négociations à venir et des équilibres futurs dans le Golfe et au-delà.

Rapport de force

En attaquant l'Iran, Trump croyait décrocher le jackpot : renverser le régime des mollahs, s'emparer du pétrole iranien, accroître l'influence des États-Unis dans la région. Erreur totale. Pour sa part, l'État sioniste pensait fragiliser le pays qu'il considérait comme le seul contre-pouvoir menaçant pour sa suprématie. Résultat: le régime tient bon. La stratégie de renversement rapide s'est transformée en fiasco. Le régime iranien ne tombe pas. Il résiste. Il rend coup pour coup. Et il contrôle désormais le très stratégique détroit d'Ormuz. Chaque frappe ciblée, chaque élimination de hauts responsables n'a fait que renforcer la résilience et la légitimité de la junte des mollahs dont la capacité de nuisance est difficile à nier ou ignorer... Le Moyen-Orient de toutes les complexités devient un terrain où l'équilibre des forces se redessine. Les États-Unis et Israël ont sous-estimé la résilience iranienne. Désormais, le rapport de forces est en train de basculer... ▶

Très musclées ripostes Irlandiennes...



تقدری تكونی
الی بغیتی

بداي مشروعك من اليوم مع

SAYIDATI PRO

CIH BANK



Le MIGRATEUR



Il y a exactement un an, je publiais ma chronique sur le « World Happiness Report » 2025. La publication du nouveau rapport pour l'année 2026, le 20 mars dernier, n'aurait pas suscité d'intérêt n'eût été deux nouveautés fondamentales apparues dans la présente édition : l'examen de l'évolution du niveau du bonheur sur une longue période s'étalant de 2006-2010 à 2023-2025 d'une part et l'importance accordée pour la première fois à l'impact de l'usage intensif des réseaux sociaux sur le bonheur de la jeunesse d'autre part.

Rappel méthodologique

Pour établir ce classement, le sondage mondial demande à environ 100 000 personnes dans 147 pays d'évaluer leur vie à l'aide de l'image d'une échelle, la meilleure vie possible étant notée 10 et la pire possible 0. Chaque personne interrogée fournit une réponse numérique sur cette échelle, appelée échelle de Cantril.

Pour chaque pays évalué, le score de bonheur se décompose en plusieurs indicateurs mesurés : le PIB par habitant, le soutien social (le fait de pouvoir compter sur quelqu'un), l'espérance de vie en bonne santé, la liberté de faire des choix de vie, la générosité et la perception de la corruption.

"Ces six variables ont été initialement choisies comme étant les meilleures mesures disponibles de facteurs dont les données expérimentales et d'enquêtes ont démontré les liens significatifs avec le bien-être subjectif, et plus particulièrement avec l'évaluation de la vie", précise le rapport, signé chaque année par les économistes John F. Helliwell (Canada), Richard Layard (Royaume-Uni) et Jeffrey D. Sachs (États-Unis). A préciser cependant que le rapport est publié sous l'égide de l'ONU.

Le classement de cette année est établi sur la base d'une moyenne triennale – les données ont été recensées durant la période 2023-2025 –, ce qui lisse les fluctuations dues à des événements majeurs tels que les guerres ou les crises financières.

Au niveau du classement des pays, il n'y a pas un grand chamboulement par rapport aux données du rapport précédent. On retiendra que les pays où il fait beau à vivre, ne sont pas forcément les pays les plus riches ou les plus forts de la planète. Ainsi, les « petits » pays européens figurent au top 10 du classement : Finlande, Danemark, Suède, Norvège, Pays-Bas, Luxembourg ... Par contre, des pays comme les États-Unis et la France arrivent respectivement à la position 27ème et 35ème.

Certaines tendances ne sont ni nouvelles, ni surprenantes. En bas du classement se trouvent généralement des pays en proie à d'importants conflits

POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

Le Rapport Mondial sur le Bonheur 2026

Il ne suffit pas d'être riche pour devenir heureux !

politiques et géopolitiques. On y trouve l'Afghanistan à la dernière place (147), précédé par la Sierra Leone (146), le Malawi (145), le Zimbabwe (144), le Botswana (143), le Yémen (142), le Liban (141), et la République démocratique du Congo (140).

Les perdants et les gagnants de la course vers le bonheur

Au cours des deux périodes comparatives retenues par le présent rapport, à savoir 2006-20210 et 2023-2025, on relève une liste des pays qui ont enregistré un progrès, au nombre de 86 ; les autres, au nombre de 50 ont régressé. La liste des winners et des losers ne concorde pas, là aussi, avec le niveau de la richesse. Ainsi, la plupart des pays industrialisés occidentaux, sont aujourd'hui moins heureux qu'ils ne l'étaient entre 2006 et 2010, affirme le rapport : "Quinze d'entre eux ont connu des baisses significatives, contre quatre qui ont enregistré des hausses significatives." A l'inverse, pas mal de pays du sud ont enregistré des progrès notables dont le Maroc qui a gagné 0,262 point entre les deux périodes occupant ainsi la 60ème place parmi les gagnants. La Serbie est le pays qui enregistre le plus grand gain avec 2,127 points. La Chine a fait également un saut quali-

tatif en gagnant sur la période 1,395 points. Des pays comme la Tunisie ou l'Egypte ont perdu respectivement 0,298 et 1,108 points. L'Afghanistan fait carrément naufrage en perdant 2,874 points entre 213 et 2025 pour s'installer « confortablement » dans la dernière place. Le retour des talibans au pouvoir en 2021 y est pour quelque chose.

L'incidence du numérique sur le bonheur

Les rédacteurs du rapport ont également réservé une place de choix à l'incidence du numérique et de réseaux sociaux sur le bonheur des jeunes de moins de 25 ans. Ainsi, les chercheurs estiment que l'utilisation intensive des réseaux sociaux semble contribuer à la baisse de leur bien-être dans les pays anglophones et en Europe Occidentale, particulièrement chez les filles. Ce constat corrobore avec d'autres analyses. Ainsi, le magazine Forbes reconnaît « qu'une utilisation intensive est associée à un bien-être beaucoup plus faible », mais "ceux qui évitent délibérément les réseaux sociaux semblent aussi manquer certains effets positifs". Par ailleurs, "L'étude Pisa menée auprès de jeunes de 15 ans dans 47 pays montre que ceux qui

utilisent les réseaux sociaux plus de 7 heures par jour ont un bien-être nettement inférieur à ceux qui les utilisent moins d'une heure."

« Nous démontrons qu'il existe désormais des preuves accablantes de préjudices directs graves et généralisés (tels que le cyberharcèlement et la sextorsion), ainsi que des preuves convaincantes de préjudices indirects préoccupants (tels que la dépression). De plus, nous montrons que les préjudices et les risques pour les utilisateurs individuels sont si divers et d'une telle ampleur qu'ils justifient l'idée selon laquelle les réseaux sociaux causent des préjudices à l'échelle de la population.» (World Happiness Report 2026). Problème à prendre au sérieux.

Le Maroc peut faire mieux !

Voyons à présent quelques détails relatifs au classement du Maroc au niveau du bonheur. Sur les 147 pays concernés, notre pays occupe la modeste place de 112. Ce rang qui ne nous honore pas, est la combinaison de notre classement au 103ème rang d'après le PIB par habitant, au 142ème rang d'après le « soutien social », au 80ème rang d'après l'espérance de vie en bonne santé, 97ème d'après « la liberté de faire des choix de vie », au 144ème rang d'après la « générosité ». Enfin, le pays occupe une bonne place parmi les pays corrompus : 47ème, juste derrière l'Irak (45ème), la Tunisie (36ème). Notons que ce classement concerne la moyenne de la période triennale 2023-2025.

Si notre classement au niveau de la corruption n'est pas surprenant tant ce fléau est devenu ravageur dans notre cher pays, il y a lieu de se poser de sérieuses interrogations sur notre mauvais score qui nous place avec les 5 derniers de la classe au niveau du soutien social et de la générosité. Deux valeurs fondatrices de la cohésion sociale et de la solidarité.

Pour conclure, on ne trouvera pas mieux que de rappeler notre conclusion de 2025 : « Notre pays dont nous sommes fiers en dépit de tout, a des atouts réels qui pourraient rendre les Marocains parmi les peuples les plus heureux de la planète. C'est possible à condition de procéder aux ruptures nécessaires et d'aller droit vers le but. Une réelle volonté politique de « faire » est requise avant tout. La voie qui mène vers le salut est claire. Il faut être aveugle politiquement pour ne pas s'en rendre compte. Il faut investir en premier lieu dans l'homme et pour l'homme en mettant le citoyen au cœur du processus de développement tout en veillant à la préservation de notre milieu naturel et la beauté de nos paysages et en renforçant les valeurs humanitaires de solidarité et de justice sociale ». ■



Le MIGRATEUR



Donald Trump s'enlise en Iran L'art de ne pas savoir et de décider quand même...

LAILA LAMRANI

Dans la grande fresque des stratégies improvisées, Donald Trump semble avoir inventé une technique audacieuse : avancer à tâtons, reculer en fanfare, puis expliquer le tout avec un aplomb qui confine à l'art contemporain. La guerre qu'il a déclenché avec le criminel de Tel Aviv contre l'Iran, n'a pas suivi le scénario griffonné à la hâte entre deux déclarations martiales. Résultat : un borborygme bien réel, dans lequel il s'enlise avec une constance presque admirable, en empilant mensonges commodes et revirements spectaculaires pour tenter de donner l'illusion d'une trajectoire. Dernier épisode en date : l'annonce d'un report de cinq jours d'un ultimatum pourtant présenté, la veille encore, comme gravé dans le marbre. Il s'agissait de bombarder des centrales électriques si l'Iran ne se pliait pas à ses exigences sur le détroit d'Ormuz. Finalement, non. Enfin, pas tout de suite. Les marchés, toujours friands de ce genre de suspense géopolitique, ont applaudi ce délai comme on salue une accalmie dans une tempête. Mais du côté des explications, c'est une autre histoire : plus Trump parle, moins on comprend, et plus l'incertitude prospère comme de mauvaises herbes sur un terrain abandonné. Pour justifier ce soudain accès de prudence, le milliardaire de la Maison Blanche évoque des « discussions productives » avec Téhéran, discussions dont personne ne connaît ni les interlocuteurs, ni le contenu, ni même l'existence. L'Iran dément, évidemment. Et pendant ce temps, Benjamin Netanyahu, dans un bel esprit de coordination internationale, annonce tranquillement que les opérations militaires, elles, continueront, au Liban comme ailleurs. Diplomatie en pointillés, stratégie en mosaïque. À ce stade, parler de résolution du conflit relève presque de la fiction. Israël prépare une offensive d'ampleur au Sud-Liban dont les prin-



cipales victimes sont les populations, tandis que les cinq jours généreusement accordés par Trump ressemblent surtout à une pause technique : calmer les marchés de l'énergie, laisser arriver les renforts militaires, et espérer que, d'ici là, la réalité se plie enfin au récit officiel. Une méthode déjà éprouvée : il y a deux semaines, en pleine déroute boursière, il assurait que la guerre était « presque terminée ». On connaît la suite... Les marchés, eux, oscillent désormais au rythme de ses déclarations contradictoires, entre soulagement nerveux et panique contenue. Une nouvelle journée de volatilité s'est soldée par un baril flirtant avec les 100 dollars, conséquence directe d'un détroit d'Ormuz sous tension. Les compagnies pétrolières, elles, vendent au plus offrant, et le monde redécouvre, une fois de plus, que l'improvisation stratégique a un prix, généralement payé par les autres. ▀

Sud-Liban Civils bloqués et villages coupés

Victime collatérale de la guerre au Noyen-Orient, le sud du pays est pénalisé par la destruction des ponts et des infrastructures par les frappes sionistes.

Au 23e jour de la guerre au Moyen-Orient, le Sud du Liban est frappé par une escalade qui touche directement la vie quotidienne des populations locales. Dimanche 22 mars, l'armée israélienne a ciblé des infrastructures essentielles, dont le pont de Qasmiyeh, un axe stratégique reliant la région de Tyr aux villes du nord du pays. Officiellement, Israël vise le Hezbollah pro-iranien, mais la destruction de ce passage vital pénalise surtout les habitants des villages environnants, privés d'ouvrages qui garantissaient leur mobilité, l'accès aux marchés, aux soins et à l'éducation. Le président libanais, Joseph Aoun, a dénoncé « le ciblage et la destruction par Israël d'infrastructures et d'installations vitales », soulignant que ces frappes constituent « une escalade dangereuse et une violation flagrante de la souveraineté du Liban », et les qualifiant de prélude à une possible invasion terrestre. Selon l'Agence nationale d'information libanaise (ANI),



Les Libanais paient un lourd tribut à la guerre israélo- américaine contre l'Iran.

quatre frappes ont rendu le pont au-dessus du fleuve Litani impraticable, endommageant également les réseaux électriques, les commerces, les vergers et les parcs situés à proximité. Le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, avait ordonné la destruction de tous les ponts sur le Litani « servant à des activités terroristes », afin d'empêcher le pas-

sage d'armes et de combattants vers le Sud. Ces déclarations contrastent avec la réalité sur le terrain : ce sont des milliers de civils, déjà frappés par les bombardements israéliens, qui voient leur quotidien paralysé, privés de mobilité, avec des villages coupés, des habitants déplacés et des infrastructures vitales réduites en ruines. Cette offensive survient dans un contexte dramatique où la population libanaise, déjà fragilisée, doit faire face à des milliers de déplacés et à un bilan humain déjà lourd, avec des morts et des blessés sous les frappes israéliennes. Le Sud libanais, longtemps théâtre de conflits, se retrouve une fois de plus au cœur d'une crise humanitaire, avec ses habitants coincés entre la violence militaire et l'impossibilité de circuler ou de reconstruire leur quotidien. ▀



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Le MIGRATEUR



Guerre au Proche-Orient

TRUMP A UN PLAN...

LAILA LAMRANI

Donald Trump assure, la main sur le cœur, que la guerre contre l'Iran est déjà gagnée et que les ayatollahs brûlent d'envie de signer un accord. Dans le même souffle — et probablement sans reprendre son souffle — il expédie 3 000 soldats d'élite au Moyen-Orient, histoire de célébrer la paix à coups de bottes. Bref, ses déclarations parlent de désescalade, mais ses avions, eux, semblent avoir mal compris le message.

Pendant que le monde tente de suivre ce scénario digne d'un film dont le script change toutes les dix minutes, la campagne électorale s'invite en toile de fond.

Revenons au chef d'orchestre du Dans la soirée du mardi 24 mars, Trump envoie à l'Iran un plan de paix en 15 points, via des médiateurs. Un plan très sérieux, sans doute. Mais quelques heures plus tôt, il avait déjà déployé la très pacifique 82e division aéroportée, capable d'intervenir partout dans le monde en 18 heures, au cas où la paix refuserait d'obéir. Et pour compléter le tableau, un groupe de navires d'assaut amphibie est attendu dans la région. La Maison-Blanche parle de négociations ; le terrain, lui, se prépare visiblement à autre chose. Dans ce grand écart diplomatique, les sionistes au pouvoir à Tel Aviv suivent leur propre partition : annonce d'un contrôle militaire de 10 % du territoire libanais, après avoir "subtilement" isolé la zone en détruisant les ponts sur le fleuve Litani. Une méthode directe et brutale. Pas besoin de plan en 15 points.

Pendant ce temps, le monde économique observe, un peu crispé. Des milliers de navires sont bloqués autour du détroit d'Ormuz, et les experts prévoient plusieurs mois pour retrouver un semblant de normalité sur le marché pétrolier. Mais certains semblent mieux informés que d'autres : d'étranges mouvements boursiers ont anticipé la chute des prix du brut... quelques minutes avant que Trump n'annonce dans un nouvel épisode de "j'attaque / j'attaque pas" le report de frappes contre des installations iraniennes.

En clair, la guerre est gagnée, la paix est proche, les troupes arrivent, les navires aussi... et tout le monde essaie encore de comprendre le plan trumpien... »



France

Lionel Jospin tire sa révérence

L'ancien Premier ministre français Lionel Jospin est décédé dimanche 22 mars 2026 à l'âge de 88 ans, a annoncé sa famille. Auteur de réformes sociales emblématiques, il laisse derrière lui un héritage politique important en France et en Europe. Jospin a dirigé le gouvernement français de 1997 à 2002, période de cohabitation avec le président Jacques Chirac. À la tête d'une coalition de gauche, il est notamment reconnu pour avoir instauré la semaine de travail de 35 heures, étendu l'accès aux soins et contribué à la légalisation des unions civiles pour tous. Sa carrière fut marquée par son sens de l'intégrité et de la réforme sociale,

ainsi que par une défaite notable à l'élection présidentielle de 2002 face à une percée de l'extrême droite, qui l'a conduit à se retirer de la vie politique. La nouvelle de sa disparition a suscité de nombreux hommages au-delà des lignes partisans : des dirigeants de tous horizons ont salué son engagement républicain et son rôle dans la vie publique française. Le président Emmanuel Macron a annoncé qu'un hommage national lui serait rendu jeudi. Lionel Jospin restera dans les mémoires comme l'un des principaux artisans des politiques sociales de la fin du XX^e siècle en France et comme une figure majeure de la gauche réformatrice. »





Et BATATI ET BATATA



Oublie sa femme lors d’une pause pipi !

Un automobiliste a oublié par mégarde sa femme sur le bord de la route et continué son chemin durant 160 km avant de s’apercevoir qu’elle n’était pas dans le véhicule. Le couple de Thaïlandais est parti le jour de Noël afin de conduire toute la nuit pour se rendre dans sa province natale de Maha Sarakham, rapport le Daily Mail du 3 janvier. Boontom Chaimoon, 55 ans, a arrêté son véhicule au bord de la route pour uriner. Sa femme Amnuay Chaimoon, 49 ans, se serait aventurée plus loin dans la jungle pour soulager sa vessie. Mais quand elle est revenue sur le bord de la route, la voiture de son mari n’y était plus et elle était seule dans le noir. Amnuay Chaimoon n’avait ni argent ni téléphone, elle a donc décidé de marcher dans l’espoir de trouver de l’aide. Elle a dû faire près de 21 km avant de trouver un poste de police, toujours selon le Daily Mail. Elle a supplié la police de l’aider à retrouver son mari, mais elle ne connaissait pas son numéro par cœur et ils n’ont pas pu le localiser. Alors que la police tentait de le joindre, le mari s’est aperçu que sa femme n’était pas dans son véhicule. Il était à 160 km d’où il l’avait vue la dernière fois et il a fait demi-tour pour la retrouver. Boontom Chaimoon croyait que son épouse dormait sur le siège arrière. Le couple est marié depuis 27 ans et a un fils de 26 ans.

Mort-vivant

Sa banque lui apprend qu’il est mort, il doit prouver qu’il vit toujours pour continuer à toucher sa pension de retraite. Marc Souali, un retraité de 63 ans vivant à Blainville-Crevon, en Seine-Maritime (France), doit faire face à un véritable marathon administratif pour prouver qu’il est toujours en vie. Comment prouver que l’on est en vie lorsque l’administration vous croit mort ? C’est l’inextricable situation dans laquelle s’est retrouvé Marc Souali à la mi-décembre. Ce maître d’hôtel à la retraite de 63 ans a reçu un drôle de coup de téléphone de sa banque, lui indiquant qu’elle avait appris son décès. « Ils m’ont longuement interrogé pour établir mon identité avant de me prévenir qu’il fallait que je régularise au plus vite la situation auprès de la caisse de retraite, au risque de ne plus la percevoir. Le plus grand risque : que les prestations soient interrompues car les remettre en route prend énormément de temps. » explique-t-il. Marc Souali croit d’abord à « une plaisanterie ». « On met ça sur le compte d’une erreur et on espère qu’il n’y aura pas de conséquence ». « La Carsat m’a demandé de fournir une lettre sur l’honneur et une attestation de vie délivrée par la mairie de mon lieu de résidence pour rectifier les faits, poursuit le retraité. Le plus étonnant, c’est que la mairie avait reçu la même lettre signalant mon décès et s’apprêtait à téléphoner à mon épouse. » La Carsat a indiqué que ce type d’erreur était « très rare » ? ». « Il peut s’agir d’une homonymie ou d’un simple chiffre mal frappé dans un numéro de sécurité sociale, mais les procédures de vérification sont fortes », a-t-elle ajouté.

Fête gâchée pour un morse

La ville de Scarborough, dans le nord-est de l’Angleterre, a annulé son spectacle pyrotechnique sur les conseils d’associations de protection animale. Le morse Thor, vu à plusieurs reprises dans le port de Dieppe en Seine-Maritime, s’y trouvait au moment du Nouvel an. Il est arrivé vendredi 30 décembre. Thor, un morse, vient régulièrement se reposer au port de Scarborough, dans le nord-est de l’Angleterre. Comme bon nombre de villes anglaises, la commune du Yorkshire avait l’intention de célébrer le passage de la nouvelle année avec un spectacle pyrotechnique. Le morse, devenu une attraction pour les touristes, a attiré l’attention des associations de protection animale. « Des craintes existent sur le fait que le dispositif pourrait créer un stress chez le mammifère », a déclaré un porte-parole de la ville. Déçu mais bien conscient que « le bien-être du morse devait primer », le maire a annulé le feu d’artifice. Une décision saluée par les associations de protection des animaux. « Tout le monde a juste fait ce qu’il fallait et nous en sommes extrêmement reconnaissants », a souligné Emily Mayman du British divers marine life rescue (BDMLR).



Rigolard



***Un touriste Japonais** arrive a l’aéroport Charles De Gaulle et prend un taxi pour aller voir le Stade De France. Sur l’Autoroute, il regarde par la vitre arrière et, apercevant une moto qui double, tape sur l’épaule du chauffeur en disant: " Moto Kawazaki, très rapide... Made in Japan ! " Un peu plus loin sur la route, le touriste tape à nouveau sur l’épaule du chauffeur de taxi et dit : " La... Auto Toyota, très rapide... Made in Japan! " Même s’il est fatiguant, le chauffeur ne dit rien. Il poursuit sa route jusqu’au stade olympique et débarque son passager: " Voila Monsieur, ça vous fera 100€ " Le Japonais stupéfié par le prix remarque : " Ouh la la... Très cher ! " Et le chauffeur se retourne en souriant : " Hey oui, compteur très rapide... Made in Japan

***Un jour un chanteur** a fini un concert par son morceau le plus difficile. A la fin, la salle entière s’est levée et a hurlé : « Encore ! Encore ! Encore ! » Le chanteur jubile et s’exécute, et sitôt la fin du morceau les cris reprennent de plus belle. Au bout de dix fois à chanter le même morceau, le chanteur remercie la salle à nouveau et demande : « On dirait que vous

aimez vraiment ce morceau, nan ? » Et un mec dans le public répond « Nana, nan, pas du tout, mais c’était tellement l’enfer qu’on voulait juste que tu t’améliores. Mais là ça commence à venir... »

*Blagues courtes

- Tu connais l’histoire de l’armoire ? Elle n’est pas commode.
- Un jeune père discute avec son collègue : " Mon fils marche depuis quatre mois". " Oh là là, il doit être loin maintenant. "
- Qu’est-ce qu’une manifestation d’aveugles ? Un festival de cannes.
- Tu connais la blague de la chaise ? Elle est pliante / elle est tellement longue.
- Que fait une vache quand elle ferme ses yeux ? Elle fabrique du lait concentré.
- Quelle est la différence entre une échelle et un pistolet ? L’échelle sert à monter, le pistolet sert à descendre.
- Tu connais la blague à deux balles ? PAN ! PAN !
- Qu’est-ce qu’un tube de colle avec une cape ? Une super glue.
- Tu connais la blague sur les magasins ? Elle a pas supermarché.

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d’Europe et Boulevard Zerkoutouni
Contactez-nous au 0661177444





Un devoir, une fierté nationale **et l'acquisition d'expériences professionnelles**



**Inscriptions ouvertes jusqu'au 30 avril,
pour les jeunes de 19 à 25 ans**



www.tajnid.ma